

09 mai 2003 -17:00

## Conseil des Ministres du 9 mai 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 9 mai 2003, à partir de 9h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 9 mai 2003, à partir de 9h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a mis en exergue le fait que, sur les 153 réunions du Conseil des Ministres sous la législature écoulée, 4.678 points ont été traités (communiqué divers). Le Conseil des Ministres s'est penché sur l'état de la question en matière de peste aviaire. Il a confirmé sa décision du 25 avril dernier quant à la prise en charge par les autorités fédérales des coûts opérationnels. Il a fait le bilan des interventions en ce qui concerne les inondations de la fin 2002 et début 2003. 1443 dossiers ont été introduits et la Premier Ministre espère que la procédure d'indemnisation pourra être terminée pour la fin juin. Le Conseil des Ministres a aussi approuvé, en deuxième lecture, les décisions prises, le 5 avril 2003, en matière de tarif maximum et de tarif social dans le secteur de l'électricité après le 1er juillet 2003, date de la libéralisation du secteur. Il n'y a pas de modification du projet d'arrêté royal à ce sujet, a insisté le Premier Ministre. Le Premier Ministre a encore mis en évidence la convention avec le Bureau fédéral du plan pour évaluer les charges administratives (communiqué 7), ainsi que les deux projets d'arrêtés royaux relatifs au transfert des anciennes brigades de gendarmerie aux zones de police (communiqué 17). Le Conseil des Ministres a aussi approuvé :- trois projets d'arrêtés royaux relatifs au remplacement de Mme Isabelle Durant et de M. Olivier Deleuze, démissionnaires, dans différents Comités (communiqué 2-3-4) ;- un projet d'arrêté royal transférant Monseigneur Francis Bido du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au Gouvernement wallon, qui a donné un avis favorable (communiqué 5) ;- l'engagement de différentes sommes pour des dossiers indispensables à la réalisation de la continuité du service public au sein du département de la Défense (communiqué 8) ; - le lancement d'un marché public de services ouvert pour une durée indéterminée, pour l'entretien des stations Bemisatcom, en ce compris l'acquisition d'un stock complémentaire de pièces de rechange (communiqué 9) ; - l'attribution du marché pour l'entretien d'appareils enregistreurs d'images au profit de la police fédérale (communiqué 10) ;- un marché pour la fourniture de piles non rechargeables pour la Police fédérale et locale, annoncé en octobre 2002 (communiqué 11) ;- un projet d'arrêté royal autorisant l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre (I.N.I.G.) à accéder au Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification (communiqué 13) ;- un projet d'arrêté royal autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification (communiqué 14) ;- la prise en location, par la Régie des Bâtiments, de locaux pour les besoins de la Police fédérale à Marcinelle (communiqué 18) ;- la mise en place d'une entité « documentation patrimoniale », regroupant le cadastre, l'enregistrement et les hypothèques, à Ottignies (communiqué 19) ;- deux projets d'arrêtés royaux modifiant deux arrêtés royaux considérant comme calamité publique les pluies abondantes sur le territoire de plusieurs communes, à la suite des informations données par les bourgmestres ou gouverneurs de province concernés (communiqué 21-22) ;- l'achat d'un système d'archives compactes pour la Cour d'appel de Bruxelles (communiqué 23) ;- la conclusion d'un marché relatif à l'achat de mobilier pour le nouveau bâtiment du parquet de Tongres, qui devrait être inauguré en septembre (communiqué 24) ;- une mesure technique concernant le système des écoutes téléphoniques (communiqué 25) ;- la prolongation de la convention qui permet à trois stagiaires médecins, en formation de psychiatre, d'accomplir leur stage dans des prisons (communiqué 26) ;- la fixation au 1er octobre 2003 de la date d'entrée en vigueur d'un projet d'arrêté royal relatif à l'agrément des laboratoires pour analyse ADN (communiqué 27) ;- la

désignation de personnalités pouvant représenter la Fondation Patrimoine national en cours de création (communiqué 28) ; - l'engagement de dossiers d'investissement dans le cadre de la discipline budgétaire à respecter à l'approche des élections législatives du 18 mai 2003 (communiqué 29) ; - l'engagement de 32 dossiers qui ont trait à des dépenses courantes de fonctionnement du SPF Finances (communiqué 30) ; - une série de projets d'arrêtés royaux qui portent attribution de fonctions de management d'administrateur général ou administrateur général adjoint auprès d'une série d'organismes de sécurité sociale (communiqué 34) ; - un projet d'arrêté royal relatif aux fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) (communiqué 35) ; - un projet d'arrêté royal déterminant les modalités de transfert, à la cellule provisoire de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), du personnel de l'« Association centrale de la Santé animale » asbl (ACSA) et engagé par contrat de travail (communiqué 36) ; - un projet d'arrêté royal modifiant le ressort des comités de secteur afin de tenir compte principalement de la création, la transformation ou la suppression des services publics fédéraux, communautaires et régionaux (communiqué 43) ; - un projet d'arrêté royal relatif aux conditions de formation et de certification des inspecteurs et inspecteurs en chef adjoints de l'inspection aéroportuaire (communiqué 44) ; - l'attribution d'un marché public concernant la fourniture de 865.000 plaques d'immatriculation (communiqué 45). - le désistement du recours introduit devant la Cour d'Arbitrage contre le décret du Ministère de la Communauté flamande relatif à la participation proportionnelle sur le marché de l'emploi en raison de la publication de la modification du Code judiciaire (communiqué 46) ; - un projet d'arrêté royal portant financement de l'insertion des demandeurs d'emploi vers la convention de premier emploi (communiqué 47) ; - un projet d'arrêté ministériel octroyant une subvention à certains CPAS pour la réalisation de projets de formation et de guidance professionnelle en faveur des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (communiqué 50) ; - trois projets d'arrêtés ministériels portant octroi d'une subvention de 50.000 euros aux coopératives d'activités Startpunt, Challenge et Take off, ainsi qu'un projet d'arrêté ministériel portant octroi d'une subvention de 15.000 euros à la coopérative d'activités Azimut (communiqué 51) ; - un projet d'arrêté royal concernant les allocations de naissance et les primes d'adoption (communiqué 52) ; - un projet d'arrêté royal relatif au financement de la carte SIS au cours de la période 2003 (communiqué 53) ; - un projet d'arrêté royal portant affectation des montants versés au fonds de récupération (communiqué 54) ; - un projet d'arrêté royal portant fixation de normes de produits pour les emballages (communiqué 55) ; - une note relative au Conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne (ASE), qui se tiendra à Paris le 27 mai prochain (communiqué 57) ; - la participation du chasseur de mines Lobelia à des activités de neutralisation d'explosifs en Mer Baltique (communiqué 59) ; - une série de demandes de stabilisation du taux d'intérêt au profit d'investisseurs belges à l'étranger (communiqué 60-61) ; - la troisième liste des nouveaux engagements juridiques à conclure dans le cadre de la coopération au développement (communiqué 62) ; - une liste d'engagements juridiques, destinés à assurer la continuité du service public au SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (communiqué 63-64-65) ; - un avant-projet de loi portant assentiment de deux protocoles concernant l'interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles (communiqué 66) ; - un avant-projet de loi portant assentiment de la Convention de Bruxelles, relative à l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à la Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles ainsi qu'aux deux Protocoles relatifs à l'interprétation de la Convention de Rome par la Cour de Justice des Communautés européennes (communiqué 67) ; - un avant-projet de loi portant assentiment au protocole relatif aux polluants organiques persistants (communiqué 68)

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale  
Communication externe  
Rue de la Loi 16  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 501 02 11  
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael  
Service Rédaction (FR)  
+32 2 287 41 92  
+32 477 59 14 37  
[christophe.springael@premier.fed.be](mailto:christophe.springael@premier.fed.be)

Thomas Ferri  
Service Rédaction (NL)  
+32 2 287 41 42  
+32 471 67 07 73  
[thomas.ferri@premier.fed.be](mailto:thomas.ferri@premier.fed.be)